

Association de Défense des Riverains de la Voie Mère

2021-09A

Calais, le 28 mai 2021

M PROBST Jean-Benoit (Président)
24 quai du Danube 62100 CALAIS.
probstjb@gmail.com

M. GOUVERNEUR J-Pierre (Secrétaire)
155 rue Duguay-Trouin 62100 CALAIS
jeanpierre.gouverneur@sfr.fr

FERROUTAGE DANS LE CALAISIS

Al'attention de

**Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Ministre des Transports,
Monsieur le Préfet des Hauts de France,
Monsieur le Préfet du Pas de Calais,
Madame la Sous Préfète de Calais,
Monsieur le Président de région des Hauts de France
Madame le Maire de Calais et Vice Présidente de Région
Monsieur le 1^{er} Adjoint de Calais**

Mesdames et Messieurs,

Vous êtes toutes et tous élus et/ou désignés au service de la nation, et comme vous le dites souvent, au service des Français, des concitoyens que nous sommes.

Depuis plus de 3 ans, notre association se bat pour que les riverains calaisiens de la voie mère ne subissent plus les nuisances du ferroutage (autoroute ferroviaire) que tous les élus encensent par ailleurs.

De manière unilatérale, l'état et la région ont décidé en 2014 de faire passer le ferroutage sur une voie vétuste urbaine, certes moins onéreuse que la nouvelle voie en site propre initialement prévue, mais ne préservant pas la qualité de vie des riverains. Ce ferroutage apporte du bruit, des tremblements, des fissures, des dévaluations des habitations.

Après une 1^{ère} concertation au 1^{er} semestre 2018 avec les riverains qui ont apporté des solutions concrètes pour réduire certaines nuisances, de nombreuses réunions ont eu lieu avec la Région, le Préfet et la SNCF. L'association et ses membres ont également participé à la 2^{ème} concertation qui a eu lieu au 1^{er} semestre 2021, soit 3 ans après la première.

Aucun représentant n'ose dire ouvertement que le ferroutage ne passera jamais par le tracé original par l'Est jugé certainement trop couteux.

Tout le monde feint de croire à l'efficacité des travaux d'aménagement promis par la SNCF, mais les riverains calaisiens sont beaucoup plus sceptiques.

Que fera-t-on si les résultats obtenus ne sont pas ceux espérés par les Calaisiens et requis par les normes environnementales ?

La traversée de Calais a été divisée en 3 zones :

- Zone 1 : Technicentre, zone où les Calaisiens veulent faire passer les convois plus en retrait des habitations avec la mise en place d'un tapis anti vibratile et des murs antibruit placés au plus près de la voie dédiée. Cette proposition est refusée sous prétexte du coût élevé, du soi-disant risque de ralentissement du trafic et d'un impact non démontré sur le fonctionnement du technicentre.*
- Zone 2 : Gare SNCF-Quai de la Loire. Les aménagements proposés sont assez satisfaisants. La partie supérieure des habitations à étages ne sera toutefois pas mise à l'abri du bruit par les murs anti bruit proposés.*

- Zone 3 : Appelée zone Duguay-Trouin : L'association a proposé de changer le tracé, en passant par un tracé alternatif UMICORE ne comprenant pratiquement aucune habitation. Cette solution nécessite le rachat d'un terrain inutilisé d'une ancienne usine (Umicore). La Région a trouvé cette solution très intéressante et a proposé d'engager les démarches de rachat. Cette solution satisfait une très grande partie des riverains concernés. Mais aucune DUP n'a été signée.

Depuis le 1^{er} semestre 2018, les 15 réunions n'ont abouti à aucun avancement. Il n'y a eu aucun progrès constructif et réel du projet depuis 3 ans. Nous constatons que les propositions initiales de 2018 refont surface, sans aucune modification substantielle. On se moque de nous, et nous sommes persuadés que les politiciens, et représentants de l'Etat et de la Région, savent pertinemment que rien n'est engagé pour faire avancer ce dossier de façon constructive. Les riverains sont très en colère, face de cette situation.

Les 2 sujets principaux qui nous préoccupent sont :

- le technicentre, avec aménagement pour réduction des nuisances
- le rachat du terrain Umicore à Calais qui permettrait de modifier le tracé de la voie mère et d'éliminer les nuisances pour une très grande majorité de riverains de ce quartier.

Nos constats :

- La voie mère est une voie très vétuste et mal entretenue (3 déraillements en quelques années), le dernier a eu lieu 06 mars 2021.
- Absence de réponse, notamment du ministre des Transports, et autres
- Aucun avancement des travaux depuis 2018
- Lenteur SNCF pour la réalisation des travaux promis : plus de 3 ans pour mettre en place 2 feux de signalisation sur passages piétons
- Statut quo sur l'achat du terrain Umicore dont le propriétaire est prêt à discuter avec la Région depuis plusieurs mois. Courrier de la Région envoyé à une mauvaise adresse. Le 1^{er} adjoint de la mairie de Calais suggère, en janvier 2021, de reprendre contact avec Umicore. La presse locale contacte Umicore qui leur annonce qu'il est prêt à discuter avec la Région, mais depuis, aucune nouvelle.
- Manque de réaction de la Région Hauts de France, ou intention de ne rien faire.
- Manque de rapports, d'état d'avancement de l'Etat et de la Région
- A ce stade, nous ne savons pas qui, à la Région, est en charge de ce dossier : compétence transports ou ports ?
- Les mesures de bruit sur le tracé de la voie mère sont insuffisantes et les résultats ne nous ont pas été communiqués.
- La société mandatée par SNCF va semble-t-il évaluer les protections acoustiques nécessaires aux habitations sans aucune mesure de bruit ?
- Le budget prévu avant 2015, d'un montant de 53 M€ sera-t-il suffisant. Nous n'avons jamais eu un chiffrage du montant des différents postes de travaux.
- Aucun dédommagement des riverains n'est prévu pour les nuisances subies et la baisse de la valeur immobilière de leur bien.
- Limiter le nombre de convois, et supprimer les passages de nuit tant que les travaux ne sont pas réalisés.
- Pourquoi les riverains doivent faire intervenir leur assureur, alors que c'est à la SNCF d'envoyer ses assureurs sur demande des riverains.

Nous souhaiterions avoir des réponses à ces questions avant le 19 juin.

Nous avons l'impression que tout est fait pour retarder la réalisation des travaux. Il est nécessaire que les intervenants de la Région se mobilisent pour obtenir rapidement des résultats concrets.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions de croire, Mesdames, Messieurs, en notre haute considération.

Jean-Benoît PROBST
Président



J-Pierre GOUVERNEUR
Secrétaire

